



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-22 - Séance du 22/03/2021

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	10

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 22 mars à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 19/03/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 19/03/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-France TEXIER, Hubert FABRITIUS

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-22 – EHPAD : APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AU SECUR DE LA SANTE

Monsieur André TURQUAY rappelle que suite à la crise de la COVID-19 et de la mobilisation des soignants, le gouvernement français a mis en place un plan de revalorisation du secteur et du système de santé.

Il aura pour objectif de revaloriser les salaires et les carrières mais aussi d'investir et de financer les services de soin.

Pour finir, ce plan d'action aura également pour but de simplifier le quotidien et l'organisation des équipes soignantes ainsi que de fédérer les professionnels de santé dans les territoires au service des usagers.

Le Ségur de la sante, qui prévoyait la revalorisation des rémunérations du personnel soignant, a été transposé à la fonction publique territoriale avec effet rétroactif.

Le décret n° 2021-166 du 16 février 2021 vient en effet étendre aux autres versants de la fonction publique, en application de l'article 48 de la loi du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, les dispositions du décret de septembre 2020 initialement destiné à la seule fonction publique hospitalière.

Un complément de traitement indiciaire est ainsi instauré pour les fonctionnaires exerçant leurs fonctions au sein des EHPAD créés ou gérés par des collectivités territoriales ou leurs groupements. Une indemnité équivalente au complément de traitement indiciaire sera également versée aux agents contractuels de droit public exerçant leurs fonctions dans ces établissements. Son montant est équivalent à celui du complément de traitement indiciaire, après déduction des cotisations salariales et des prélèvements sociaux.

Ce complément de traitement indiciaire est attribué de manière rétroactive à compter de septembre 2020. Son montant est fixé comme suit :

- 24 points d'indice majoré au 1^{er} septembre 2020
- 49 points d'indice majoré au 1^{er} décembre 2020

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver la mise en place de la prime Ségur au profit du personnel de l'EHPAD, dans les conditions ci-dessus exposées et d'effectuer son versement dès notification avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2020.

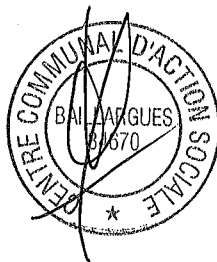
Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration et après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE** la mise en place de la prime Ségur au profit du personnel de l'EHPAD, dans les conditions ci-dessus exposées et d'effectuer son versement dès notification avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2020. L'attribution individuelle de ce complément fera l'objet d'un arrêté individuel.

Pour extrait conforme,

Le 22/03/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 02/04/2021

Reçu en préfecture le 02/04/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210322-DLP2021_22-DE